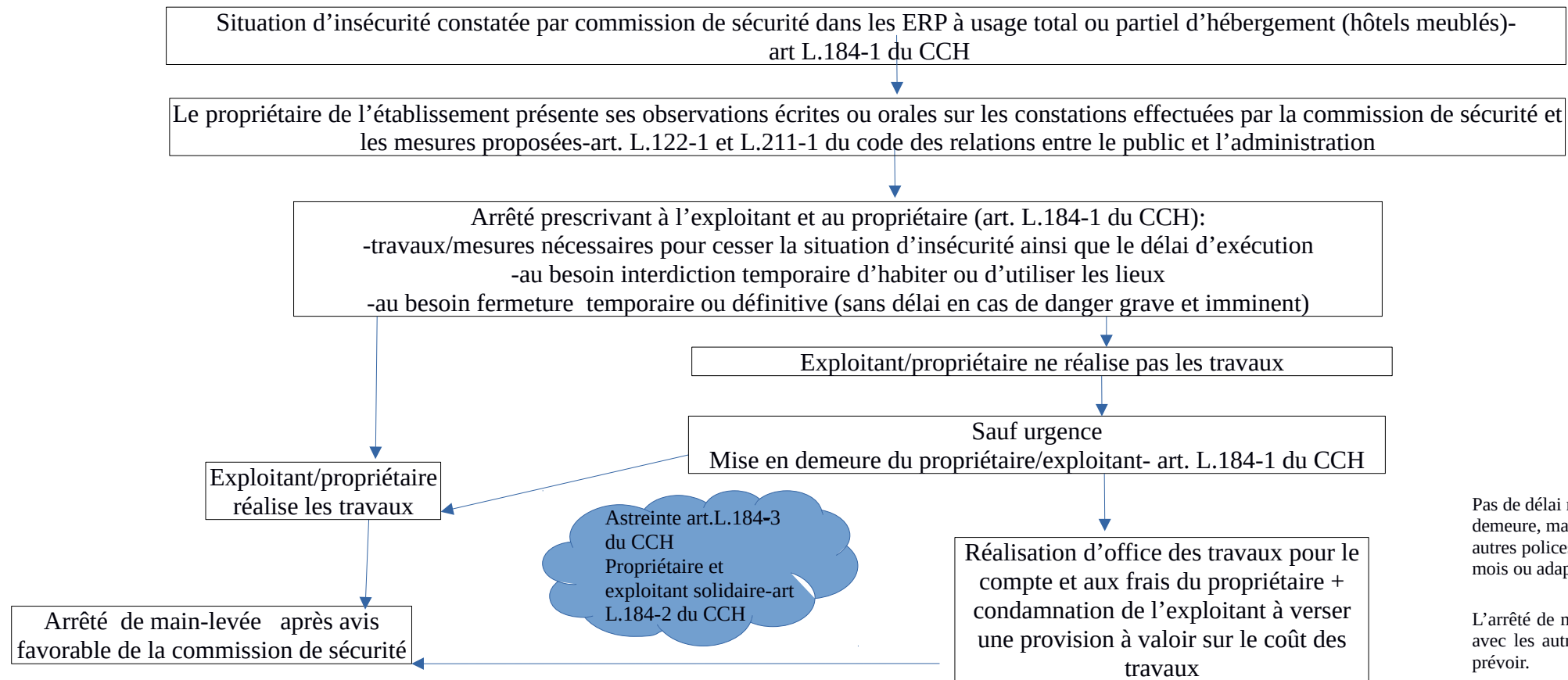


Sécurité des ERP à usage total ou partiel d'hébergement



Pas de délai minimum imposé concernant la mise en demeure, mais sauf cas particulier, par analogie avec les autres polices spéciales, ce délai peut être fixé à un mois ou adapté en fonction de l'urgence.

L'arrêté de mainlevée n'est pas visé, mais par analogie avec les autres polices spéciales, il conviendrait de le prévoir.

Aides à l'hébergement/relogement si réalisation d'office par la collectivité	Protection des occupants :	Aides aux travaux si réalisation d'office par la collectivité
<p>FARU = Fond d'Aide au Relogement d'Urgence</p> <p>Prise en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> -hébergement d'urgence ou relogement temporaire des locataires -réalisation des travaux interdisant l'accès aux locaux <p>Durée maximale de 6 mois</p> <p>Taux : 75% si arrêté de police spéciale</p> <p>Les aides devront être reversées par la collectivité, lorsque celle-ci recouvre les frais</p>	<p>Si une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser les lieux est décidée ou si l'état des locaux impose une fermeture définitive de l'établissement, l'hébergement ou le relogement des occupants est assuré dans les conditions fixées aux articles L.521-1 et suivants du CCH.</p> <p><u>Si Interdiction temporaire d'habiter le logement :</u> Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants – art. L. 521-1 du CCH. Son coût est mis à la charge du propriétaire (fluides à la charge des occupants) – art L. 521-3-1, I du CCH.</p> <p><u>Si Interdiction définitive d'habiter le logement :</u> Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants – art L. 521-3-1,II du CCH. Il est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant au moins égal à trois mois de son nouveau loyer (destinée à couvrir ses frais de réinstallation) – art L. 521-3-1, II du CCH.</p> <p><u>Conséquences sur bail et loyers :</u> Prorogation de la durée de bail : la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou son affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage-L.521-2,II du CCH) Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1er jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit le constat de réalisation des mesures prescrites – art L. 521-2, I du CCH.</p> <p>Lorsqu'une personne publique, un organisme HLM, une SEM ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel – art L. 521-3-2, IV du CCH.</p>	<p>Subventions ANAH</p> <p>Travaux éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> -sécurité des ERP hors démolition <p>Montant des aides : 50 % des travaux HT sans plafond. La collectivité garde la subvention après recouvrement auprès du propriétaire défaillant</p>